Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France 2 le 5 septembre 2013, sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

2013-09-05

Q - Vous partez tout à l'heure pour la Russie, pour participer au G20, mais d'abord, un mot sur le débat hier au parlement. Vous a-t-il paru utile ?

R - Ce qui m'a paru essentiel, c'est que le massacre chimique de Damas est prouvé ; et il est signé. C'est M. Bachar Al-Assad qui, lui seul, avait les armes pour le massacre, pouvait les utiliser et les a utilisées. C'est cela qui est très clair.

Concernant le débat parlementaire, il y a eu des opinions diverses. J'étais le représentant du gouvernement au Sénat.

Q - À l'Assemblée nationale, l'opposition demande le rapport de l'ONU, avant d'intervenir.

R - Le problème - et je m'en suis entretenu l'autre jour au téléphone avec M. Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations unies - c'est que le rapport de l'ONU sera produit dans deux ou trois semaines ; il y a donc déjà un délai. Par ailleurs, on a demandé aux inspecteurs de l'ONU de vérifier si, oui ou non, il y avait eu une attaque chimique - tout le monde sait qu'il y a eu une attaque chimique - mais on ne leur a pas demandé qui était à l'origine de cette attaque et c'est la seule question qui soit décisive.

Le résultat du rapport de l'ONU va donc être nécessairement décevant, puisque la mission des inspecteurs n'était pas de savoir qui est à l'origine de l'attaque. La matérialité de l'attaque chimique, tout le monde la reconnaît - enfin presque tout le monde - mais son origine, son imputabilité, n'est pas dans leur mandat. C'est pour cela que conditionner telle ou telle attitude au rapport des inspecteurs de l'ONU me parait un peu problématique.

Q - L'opposition a demandé un vote, elle ne l'a pas eu, pour quelles raisons ?

R - L'opposition avait abandonné sa demande parce qu'un vote hier n'aurait pas eu beaucoup de sens ; on ne peut pas faire un vote conditionnel. Les conditions, en ce moment, ne sont pas réunies : il n'y a pas encore eu le vote du Congrès américain.

L'opposition demande un vote pour la suite. Le président de la République a dit les choses clairement : il attend d'avoir tous les éléments en mains. Il y en a beaucoup, notamment la

décision du Congrès américain. Une fois que le président de la République, chef de l'État, chef des armées, aura tous les éléments en mains, il s'adressera aux Français. Est-ce qu'il le fera directement ? Oui. Est-ce qu'il y aura oui ou non une consultation du Parlement ? Juridiquement, ce n'est pas prévu dans la Constitution, mais ce n'est pas impossible. Le président de la République veut donc avoir tous les éléments en mains avant de prendre la décision comme chef de l'État et chef des armées.

Q - Les Syriens disent que nous sommes à la remorque des États-Unis, que nous sommes inféodés...

R - Cela n'a pas de sens. Le problème n'est pas de savoir qui est avant ou après qui. Avec les États-Unis, et d'autres, nous avons le même jugement : il y a eu un massacre chimique ; il faut sanctionner. Quant à savoir si la France est tête de liste, je rappelle que nous avons été les premiers à saisir les Nations unies, les premiers à reconnaitre la coalition nationale syrienne, les premiers à apporter de l'aide humanitaire. Je pense donc que cette comptabilité n'a pas grand sens.

Q - Le G20 s'ouvre dans un contexte de guerre froide, dit la presse ce matin, entre Russes et Américains. Est-ce que la France peut concilier les points de vue ? Est-ce que c'est son rôle ?

R - Tout d'abord, le G20 est prévu pour parler d'économie. Mais il est vrai que, comme l'affaire syrienne occupe quand même beaucoup les esprits, et légitimement, on va discuter beaucoup de la Syrie, en séance ou en dehors de la séance.

La position de la France, c'est à la fois la sanction et la négociation. Nous avons la conviction que s'il n'y a pas de sanction à l'égard de monsieur Bachar Al-Assad, il n'y aura pas de négociations. Imaginez-vous, s'il n'y a pas de sanction, que M. Bachar Al-Assad va venir à Genève, ou ailleurs, pour discuter de la façon dont il va se dessaisir de son pouvoir ? On rêve. Donc il faut une sanction, parce que la légalité internationale a été violée, mais il faut la négociation, car la solution sera politique.

Nous discutons, y compris avec mes homologues russes, chinois et iraniens que j'ai eus au téléphone récemment, ainsi qu'avec beaucoup d'autres, des Européens, les Américains, pour voir comment on peut sortir politiquement de cette grave difficulté. Il n'y a pas de contradiction entre la sanction et la négociation. C'est la sanction qui permet la négociation, mais c'est évidemment très difficile, vous avez lu l'interview de M. Bachar Al-Assad... Pour lui, c'est simple : «Je dirige, et les autres je les liquide».

Q - Est-ce qu'il y aura une rencontre en tête à tête entre François Hollande et Vladimir Poutine ?

R - Le président Poutine est notre hôte et il y aura des réunions plénières. Est-ce qu'il y aura en plus des réunions séparées, je ne le sais pas encore. Le président Hollande a prévu de voir séparément le président Obama, le président mexicain, le président chinois et le Premier ministre indien. Moi-même, je verrai plusieurs de mes homologues. Ensuite, je participerai vendredi après-midi et samedi matin à une réunion organisée pour que les Européens se concertent.

Q - Je reviens au G20, Vladimir Poutine dit : «Pas d'intervention sans accord de l'ONU». Que répondez-vous à cela ?

R - La grande difficulté, c'est qu'il bloque en même temps l'accord de l'ONU, puisque cela fait deux ans que la Russie oppose, à chaque fois, son veto. Il y a eu trois vetos, à la fois russe et chinois. Il y a donc une contradiction à dire, d'un côté, que «les armes chimiques, c'est horrible, qu'il faut sanctionner leur usage mais en passant par l'ONU» et, en même temps, bloquer le passage par l'ONU.

Q - Il se pose en défenseur de la légalité internationale.

R - La légalité, c'est de respecter le droit international, le protocole de 1925, confirmé ensuite, qui interdit les armes chimiques. La Russie en est signataire, la Syrie en est signataire, et c'est ce protocole qui est violé. Donc, être pour la légalité, c'est respecter et faire respecter le droit international.

Q - Vous parliez de règlement politique. Qui faut-il mettre autour de la table ?

R - Sans entrer dans des détails trop techniques, je pense qu'il faut mettre autour de la table les grands acteurs. Savoir s'il faut, immédiatement, mettre autour de la table les parties, c'est-à-dire d'une part les représentants du régime et d'autre part l'opposition, c'est une autre question. Je pense que les grands acteurs doivent discuter entre eux, c'est la position de la France. Nous essayons, puisque nous sommes traditionnellement respectueux du droit et en faveur de la paix, d'avancer en ce sens.

La solution sera politique mais s'il n'y a pas de sanction tout est possible. M. Bachar Al-Assad a tué près de 1.500 personnes avec des gaz interdits depuis près de 100 ans. Si on laisse faire, il va continuer.

Q - Et Bachar Al-Assad, justement, a-t-il sa place à la table des négociations ?

R -Lui-même, directement, non.

Q - Peut-il rester en place après ce qui s'est passé ?

R - À moyenne et à longue échéance, non. Comment imaginer qu'un homme, qui a eu une attitude telle qu'il y a 110.00 morts, deux millions de personnes réfugiées, un drame

épouvantable, reste durablement ?

Q - Donc un des objectifs, c'est de le chasser, clairement.

R - Ce n'est pas l'objectif de la sanction, mais personne ne va pleurer s'il n'est plus là. La sanction doit être proportionnée, ciblée. Il y a eu utilisation de l'arme chimique, c'est un drame épouvantable, c'est totalement interdit par la loi, il faut donc qu'il y ait une sanction proportionnée à l'usage du chimique.

Q - Vous parliez des Européens, on n'a pas le sentiment qu'ils nous soutiennent beaucoup.

R - Le problème, c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui - on peut le regretter - de défense européenne. D'ailleurs, matériellement, beaucoup de ces pays ne seraient pas en situation d'aider. Et puis il y a des cas particuliers, l'Allemagne par exemple, compte tenu de son histoire, de sa Constitution, a un certain nombre de difficultés. Le gouvernement britannique aurait voulu aider mais il a été battu par son Parlement. D'autres pays sont neutres, mais je crois pouvoir dire que, sur la condamnation de l'utilisation des armes chimiques, et la condamnation de Bachar Al-Assad, tout le monde sera uni.

Q - Qu'attendez-vous des Européens, concrètement ?

R - Les Européens représentent un soutien diplomatique, une condamnation ferme, une volonté de sanction et une solidarité. La France, parce que c'est la France et qu'elle est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, parce que nous avons des forces que n'ont pas les autres, peut agir là où d'autres ne peuvent pas ou ne souhaitent pas agir.

Q - Mais la coalition franco-américaine parait un peu étriquée, non ?

R - Non, d'abord elle sera plus large que cela. De plus, quand on pose la question de fond, qui est : est-ce que oui ou non vous voulez une sanction ? Toutes les démocraties disent oui.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 6 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188934-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f